

## SUÈDE

### EN SUÈDE, UNE STRATÉGIE DE NON-CONFINEMENT

**D**epuis le début de la pandémie, la Suède fait figure d'exception dans sa façon d'affronter la pandémie de Covid-19. Écoles primaires et secondaires maintenues ouvertes, télétravail seulement recommandé, cafés et restaurants ouverts. Dans une Europe confinée, la vie quotidienne en Suède se poursuit de manière à peu près normale. L'argument principal motivant la décision des autorités, qui ont fait appel à la responsabilité individuelle, est l'idée que nous effectuons un marathon, et non un sprint. Il va donc falloir résister sur le long terme pour développer une immunité collective.

Cette stratégie, caractérisée d'irresponsable, a souvent été critiquée depuis l'étranger. Le jugement devrait pourtant être nuancé. Les Suédois ont reçu les mêmes recommandations qu'ailleurs, c'est à dire : respecter les gestes barrières, éviter les interactions sociales, rester à son domicile dès le moindre symptôme ou signe évocateur d'une infection et protéger les personnes vulnérables. De plus, les lycées et les universités ont été fermés et les rassemblements de plus de 50 personnes interdits. La différence fondamentale se trouve dans le mode d'application des restrictions : plutôt que de recourir à la contrainte, les autorités ont fait appel au civisme des citoyens.

#### **Pourquoi l'approche de la Suède est-elle unique ?**

L'explication réside dans la combinaison entre l'indépendance des agences publiques – y compris l'Agence de santé

publique – et le haut niveau de confiance du public à leur égard, qui selon une enquête réalisée début avril, était de 80%. Alors que le gouvernement suédois définit le mandat des missions des agences publiques - en déterminant par exemple leurs objectifs et leurs budgets, les ministres n'ont pas le droit d'intervenir directement dans leurs opérations quotidiennes. Il s'agit d'une tradition inscrite dans la Constitution, mis en œuvre actuellement. L'Agence de santé publique est la principale autorité responsable de la gestion du Covid-19. Il est donc attendu que le Premier ministre et son gouvernement suivent ses recommandations, ce qu'ils ont fait à la lettre jusqu'à présent.

#### **Cette méthode fonctionne-t-elle ?**

Lors de la rédaction de cet article, le pays, avec une population de 10 millions d'habitants, compte 13 822 cas confirmés et 1 511 décès, dont 897 à Stockholm, la ville la plus touchée par le virus, les autres régions ayant, à ce jour, échappé à l'épidémie. Contrairement aux autres États membres, les décès dans les maisons de retraite sont comptabilisés ; c'est d'ailleurs là où l'on recense la moitié des décès. Même s'il est prématuré de faire des estimations, depuis Pâques on observe une légère tendance de stabilisation de la courbe de mortalité et une baisse significative des cas nécessitant des soins intensifs.

Par rapport aux autres pays scandinaves qui ont opté pour des restrictions plus sévères, la Suède fait état d'un bilan bien plus lourd (on compte par exemple 4014 cas avérés et 98 décès en Finlande). Mais malgré cela, l'Agence de santé ne souhaite pas changer ses recommandations qu'elle juge bien suivies par une grande majorité de la population.

En l'occurrence, l'Agence de santé a même suggéré que ses conseils ont parfois été trop strictement interprétés. Par exemple,

de nombreux clubs sportifs ont, de leur propre initiative, annulé les activités pour les enfants, ce qui a incité le directeur général de l'Agence de santé, Johan Carlson, à les inviter à reconsidérer de telles mesures qui paralyseraient la société et contrecarreraient les objectifs généraux de santé publique.

Néanmoins l'épidémie a dévoilé quelques failles dans l'organisation actuelle de la société, notamment l'intégration des immigrés. Parmi les cas de Covid-19, les personnes nées à l'étranger sont surreprésentées. Une grande partie des personnes qui ont bénéficié de l'asile (plus de 400 000 personnes entre 2010 et 2019), ne maîtrisent pas la langue et n'ont par conséquent pas compris les consignes des autorités. À Stockholm, les résidents d'origine étrangère représentent plus de 40% des cas confirmés. Plusieurs semaines ont été nécessaires avant que ne soient mises en place des campagnes d'information dans différentes langues. Comme dans beaucoup d'autres pays, la crise a également révélé un manque de préparation, notamment dans le secteur de l'équipement médical. En 2019, le pays comptait 526 lits de soins intensifs, soit 5,8 pour 100 000 citoyens le deuxième taux le plus bas en Europe après le Portugal. Les régions, dont dépendent le système de santé et le réseau hospitalier, ont su réagir rapidement en doublant le nombre de lits de soin intensifs en moins d'un mois. Lors de la rédaction de ce texte, il y avait 544 patients en réanimation et 500 places étaient encore disponibles.

Contrairement à l'Islande, l'autre pays nordique qui a mis en place des mesures de confinement plus souples, le nombre des tests effectués en Suède reste faible (6,4 pour 1000 habitants). Pourtant, le gouvernement a annoncé le 17 avril qu'un dépistage de la population à grande échelle serait mis en œuvre dans les semaines à venir, évoquant une capacité de 50 000 à 100 000 tests par semaine. Si les tests sont

réservés aux patients hospitalisés et au personnel soignant, ils seront également disponibles pour les personnes occupant des postes jugés "essentiels" pour la société - comme les policiers et les pompiers - afin qu'elles puissent reprendre le travail plus rapidement après avoir présenté des symptômes.

Le gouvernement Löfven (soutenu par une coalition de centre gauche entre le Parti social-démocrate suédois des travailleurs (SAP) et le Parti de l'environnement Les Verts (MP)) a choisi un discours réaliste concernant les conséquences économiques de la crise. Il a prévenu qu'un nombre important d'entreprises feraient inévitablement faillite et qu'une grave crise économique serait inévitable au terme de la crise sanitaire. Pour atténuer les dommages économiques, le gouvernement a présenté plusieurs mesures, notamment au profit des communes et des régions. En outre, le gouvernement a présenté des dispositifs de gestion de crise d'une valeur de plusieurs centaines de milliards de couronnes portant sur différents aspects de l'économie, notamment la prise en charge par le gouvernement de la totalité des indemnités de congés maladie et des charges liés au licenciement temporaire d'une valeur de 300 milliards de couronnes (environ 28 milliards €). Par ailleurs, dans le cas où l'Agence de santé publique ferait des recommandations plus strictes, le Parlement a adopté une loi autorisant le gouvernement à prendre des décisions de fermeture des centres commerciaux, des ports, des restaurants et des bars avec effet immédiat, sans obligation de l'aval du Parlement. Cette loi, entrée en vigueur le 18 avril peut être appliquée jusqu'au 30 juin. Le pourcentage de Suédois faisant confiance à l'exécutif a augmenté, de 26% (taux historiquement bas pour un Premier ministre issu du SAP) à 47% en seulement un mois.

Cette note montre que les décisions prises par le gouvernement suédois sont intrinsèquement liées au système d'administration politique du pays. Certainement, dans les semaines et les mois à venir, quand les informations et les données disponibles permettront des analyses comparatives, la question se posera davantage de savoir si le royaume scandinave a choisi la bonne stratégie pour lutter contre la pandémie.

*Hjalmar Haglund, rédacteur de la Lettre du lundi (suédois) du Grand Continent.*